

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 2003 — 2525

[2003/200669]

Extrait de l'arrêt n° 78/2003 du 11 juin 2003

Numéro du rôle : 2380

En cause : le recours en annulation des articles 24, 25, 34, 42, 43, 44 et 55 de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé (concernant l'exercice de l'art infirmier), introduit par M. Dumont et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 28 février 2002 et parvenue au greffe le 1^{er} mars 2002, un recours en annulation des articles 24, 25, 34, 42, 43, 44 et 55 de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé (concernant l'exercice de l'art infirmier) (publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} septembre 2001) a été introduit par M. Dumont, demeurant à 5503 Sorrines, Grand Route de Ciney 70, C. Walrandt, demeurant à 7141 Carnières, rue des Tourterelles 21, la Fédération nationale neutre des infirmières de Belgique, ayant son siège à 1060 Bruxelles, rue de la Source 18, la Fédération nationale neutre des infirmières de Belgique - Régionale de Tournai, Mons et du Centre, ayant son siège à 7000 Mons, boulevard Kennedy 2A, et l'Union francophone des infirmiers indépendants, ayant son siège à 5503 Sorrines, Grand Route de Ciney 70.

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. Les requérants demandent l'annulation des articles 24 et 25, 34, 42 à 44 et 55 de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé.

Quant à la recevabilité

B.2.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir des requérants en ce qui concerne l'article 34, au motif que les uns ne seraient pas hospitaliers et que les autres ne défendraient pas les intérêts des hospitaliers.

B.2.2. L'article 21^{quater}, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé énumère les titres et brevets qui donnent accès à l'exercice de l'art infirmier. Avant sa modification par l'article 34 en cause, cet article faisait figurer, parmi les personnes habilitées à exercer l'art infirmier, celles porteuses du brevet ou du titre d'hospitalier ou hospitalière; désormais, l'exercice de l'art infirmier est réservé aux porteurs des titres professionnels de praticien infirmier ou de praticien infirmier gradué.

La Cour constate, d'une part, que les trois premières parties requérantes agissent, selon le cas, en qualité d'infirmier ou d'assistante en soins hospitaliers et que, d'autre part, les statuts des autres parties requérantes leur donnent notamment pour objet social commun de promouvoir ou de défendre l'art infirmier, moyennant les spécificités de chaque statut. En ce qu'il modifie les titres et brevets qui donnent accès à l'exercice de l'art infirmier, l'article 34 est de nature à affecter directement et défavorablement, selon le cas, les intérêts ou l'objet social des parties requérantes.

L'exception est rejetée.

Quant au fond

B.3. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées seraient discriminatoires, en ce qu'il en résulterait, selon le cas, des différences de traitement (1^{er}, 2^{ème} et 4^{ème} moyens) ou un traitement identique (3^{ème} et 5^{ème} moyens), non justifiés au regard du principe d'égalité et de non-discrimination.

B.4. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée. Les mêmes règles s'opposent, par ailleurs, à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

Quant aux différences de traitement considérées comme discriminatoires

Sur le premier moyen

B.5. Ce moyen critique le fait que les articles 24 et 25 de la loi du 10 août 2001 disposent que le Roi peut fixer une intervention forfaitaire de l'assurance pour les prestations qu'il détermine, ainsi que pour les coûts spécifiques des services de soins infirmiers à domicile, et ce pour les seules organisations de pratique de l'art infirmier qui font, exclusivement, appel à du personnel salarié ou statutaire, les autres structures ne pouvant bénéficier de cet avantage.

B.6. Les articles 24 et 25 disposent :

« Art. 24. Dans l'article 34 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par les lois du 21 décembre 1994, 20 décembre 1995, 12 février 1998, 25 janvier 1999, 12 août 2000 et 2 janvier 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er}, 1°, b), est remplacé par la disposition suivante :

' b) les soins donnés par des praticiens de l'art infirmier, par des associations, par des cabinets de groupe et par des services de soins infirmiers à domicile.

Sans préjudice de l'application des règles prévues à l'article 35^{duodecies} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et des commissions médicales, on entend par services de soins infirmiers à domicile, les organisations de pratique de l'art infirmier qui font [exclusivement] appel à du personnel salarié ou statutaire. »

2° l'alinéa 1^{er}, 13°, est remplacé par la disposition suivante :

' 13° les prestations qui sont effectuées par des services intégrés de soins à domicile; les services intégrés de soins à domicile précités doivent répondre aux conditions à fixer par le Roi, en exécution de l'article 5, § 1^{er}, alinéa premier, de la loi du 27 juin 1978 modifiant la loi sur les hôpitaux et relatif à certaines autres formes de soins. '

Art. 25. L'article 37, § 13, de la même loi, modifié par la loi du 25 janvier 1999, est remplacé par la disposition suivante :

' § 13. Le Roi peut, sur la proposition ou après avis de la commission de conventions et après avis du Comité de l'assurance et de la Commission de contrôle budgétaire, fixer une intervention forfaitaire de l'assurance pour les prestations qu'il détermine et qui sont visées à l'article 34, alinéa 1^{er}, 1°, b), ainsi que pour les coûts spécifiques des services de soins infirmiers à domicile mentionnés dans cet article, et fixer les conditions d'octroi de ces interventions.

Le Roi peut cependant prévoir que les prestations auxquelles le forfait est applicable, ne sont remboursées par le forfait que pour une partie précisée par Lui. ' »

B.7.1. Selon les travaux préparatoires, la mesure attaquée tend à mettre sur pied une forme d'organisation des soins à domicile qui permette à la fois d'assurer la continuité de ces soins et la différenciation des tâches qu'ils impliquent. Le législateur a entendu, en parallèle, tenir compte des frais majorés qu'une telle organisation implique, et, en particulier, de la nécessité de disposer d'un personnel dirigeant. Cet encadrement concerne la coordination en matière de soins, la qualité de ceux-ci ainsi que l'art infirmier de référence (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, DOC 50 1322/006, pp. 11 et 12).

B.7.2. Le législateur peut raisonnablement considérer que, en matière de soins infirmiers à domicile, les objectifs qu'il poursuit peuvent difficilement être atteints par des prestataires travaillant isolément. Il peut donc estimer qu'il convient de favoriser les organisations qui peuvent garantir notamment la continuité des soins en liaison avec les soins fournis en milieu hospitalier grâce à une collaboration organisée et un encadrement adéquat. De même, en habilitant le Roi à fixer les conditions auxquelles ces organisations doivent satisfaire, il permet l'adoption de critères complémentaires garantissant la qualité des soins.

B.7.3. L'article 34, alinéa 1^{er}, 1°, b), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, modifié par l'article 24 attaqué, mentionne dans la définition des prestations médicales, à côté des « soins donnés par des praticiens de l'art infirmier », aussi « les soins donnés par des associations, par des cabinets de groupe et par des services de soins infirmiers à domicile ». Le législateur n'a cependant défini cette catégorie que comme « des organisations de pratique de l'art infirmier qui font exclusivement appel à du personnel salarié ou statutaire » et il a dès lors permis à ces seules organisations d'obtenir des interventions forfaitaires pour des prestations et des frais spécifiques.

En réservant à ces organisations ces interventions forfaitaires de l'assurance, le législateur est allé au-delà de l'objectif qu'il poursuit. Le critère du statut juridique du personnel exclut, sans justification suffisante, d'autres formes d'organisation des mêmes soins, alors même qu'elles présenteraient toutes les caractéristiques mentionnées au B.7.2 et qu'elles satisferaient à toutes les conditions posées par le Roi.

B.7.4. Il s'ensuit qu'en traitant différemment les organisations de pratique de l'art infirmier à domicile selon qu'elles font exclusivement appel à du personnel salarié ou statutaire ou à des prestataires ayant le statut d'indépendant, le législateur a usé d'un critère qui n'est pas pertinent par rapport à l'objectif qu'il poursuit.

B.7.5. Le moyen est fondé.

B.7.6. En considération de l'ampleur des difficultés administratives et financières qui pourraient résulter de l'effet rétroactif de l'annulation, il convient de maintenir, par application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale sur la Cour d'arbitrage, jusqu'au 31 décembre 2003 l'effet des dispositions annulées.

Sur le deuxième moyen

B.8. Ce moyen est dirigé contre l'article 34 de la loi du 10 août 2001, en ce qu'il modifie l'article 21^{quater} de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967. Le paragraphe 1^{er} de cette disposition serait discriminatoire, en ce qu'il empêche désormais les hospitalier(e)s et assistant(e)s hospitalier(e)s d'exercer l'art infirmier, à l'inverse des autres catégories de personnes formées à l'art de guérir.

B.9.1. L'article 21^{quater} de l'arrêté royal n° 78 a été modifié par l'article 76 de la loi-programme du 2 août 2002, publiée au *Moniteur belge* du 29 août 2002.

La Cour constate que, ainsi modifiés, les paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 21^{quater} autorisent désormais à exercer l'art infirmier les personnes qui étaient titulaires, au 1^{er} septembre 2001, du brevet ou du titre « d'hospitalier ou d'hospitalière, d'assistant ou d'assistante en soins hospitaliers ».

Cette modification législative est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2001, en vertu de l'article 207 de la même loi-programme.

B.9.2. Dès lors que la différence de traitement, jugée discriminatoire par les requérants dans leur deuxième moyen, a disparu, d'une part, et que, d'autre part, cette suppression prend effet à la date d'entrée en vigueur de la disposition qui aurait créé cette différence de traitement, le deuxième moyen n'a plus d'objet.

Sur le quatrième moyen

B.10. Ce moyen, dirigé contre les articles 42 à 44 de la loi, critique le fait que ces dispositions délèguent au Roi le soin de préciser les conditions d'accès à la profession d'aide-soignant ainsi que les actes que les aides-soignants peuvent poser, alors que ces éléments, en ce qui concerne la profession d'infirmier, sont réglés par le législateur lui-même. Une telle délégation priverait les premiers du bénéfice des articles 16 et 22 de la Constitution, qui, selon les requérants, prescriraient l'intervention du législateur lui-même en la matière.

B.11. Les requérants n'établissent pas - et la Cour n'aperçoit pas davantage - en quoi la délégation critiquée pourrait porter atteinte au droit de propriété et au droit au respect de la vie privée et familiale. Il s'ensuit qu'elle n'examine ce moyen qu'en ce qu'il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.12. Le fait que le législateur détermine lui-même les règles applicables à une catégorie de personnes et habilite le Roi à le faire pour une autre catégorie de personnes, comparable à la première, n'implique pas en soi que cette délégation soit discriminatoire.

B.13.1. Selon les travaux préparatoires, la délégation en cause a été justifiée comme suit :

« La ministre répond que contrairement aux autres professions de la santé concernées par l'arrêté royal n° 78, le gouvernement a décidé de ne pas prévoir de titre professionnel supplémentaire pour les aides-soignants mais de prévoir un enregistrement pour les personnes qui ont suivi la formation adéquate et qui répondent aux conditions fixées.

[...]

La ministre signale qu'il existe en Belgique 27 formations différentes conduisant à la profession d'aide-soignant. En outre, les formations sont très différentes entre les communautés. Au stade actuel, il est dès lors impossible de préciser quelle est la formation requise. Le texte en projet se borne à stipuler que l'aide-soignant doit être spécifiquement formé pour aider l'infirmier en matière de soins, d'éducation à la santé et de logistique. Les activités de l'aide-soignant sont coordonnées par l'infirmier et doivent se situer dans le cadre d'une équipe structurée. » (*Doc. parl., Chambre, 2000-2001, DOC 50 1322/007, pp. 21 et 22*)

B.13.2. En considération de ces éléments - et, en particulier, de la grande diversité des formations conduisant à la fonction d'aide-soignant -, il n'apparaît pas déraisonnable que le législateur ait - à l'inverse de la situation faite à cet égard aux infirmiers - délégué au Roi le soin de déterminer les conditions d'exercice de cette fonction, tant sous l'angle des diplômes, certificats et brevets admissibles que des actes susceptibles d'être posés en cette qualité.

B.13.3. Lorsque le législateur confère une habilitation, il faut supposer qu'il n'entend habiliter le délégué qu'à faire de son pouvoir un usage compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

C'est au juge administratif et au juge judiciaire qu'il appartient de contrôler la mesure dans laquelle le délégué aurait excédé les termes de l'habilitation qui lui a été conférée, notamment en permettant sans justification suffisante, compte tenu en particulier de leur niveau de formation, à des aides-soignants d'accomplir certaines activités de l'art infirmier.

En outre, le Roi devra respecter les règles exposées aux articles 42 à 44 de la loi. L'article 42 impose l'exigence de principe d'un enregistrement des candidats à la fonction d'aide-soignant; l'article 43, d'une part, définit le rôle de l'aide-soignant et sa relation avec l'infirmier et, d'autre part, encadre les actes susceptibles d'être confiés aux aides-soignants par le Roi et Lui impose, à titre de préalable, de consulter les deux organes que le paragraphe 2 désigne; enfin, l'article 44 impose le visa des certificats, brevets et diplômes dont sont titulaires les candidats à la fonction d'aide-soignant et en détermine diverses modalités.

B.14. Le quatrième moyen n'est pas fondé.

Quant aux traitements identiques considérés comme discriminatoires

Sur le troisième moyen

B.15. Ce moyen critique le fait que les articles 42 à 44 de la loi du 10 août 2001 auraient pour effet de traiter de façon identique les infirmiers et les aides-soignants, alors que les premiers se trouvent dans une situation essentiellement différente des seconds, en particulier sur le plan de la formation requise.

B.16. Outre la différence de traitement alléguée par les requérants eux-mêmes en leur quatrième moyen, la Cour constate :

- que l'article 42 impose l'enregistrement des seuls aides-soignants;
- que l'article 21*sexiesdecies*, inséré par l'article 43, dispose que :

« § 1^{er}. On entend par aide soignant, une personne spécifiquement formée pour assister l'infirmier ou l'infirmière, sous leur contrôle, en matière de soins, d'éducation et de logistique, dans le cadre des activités coordonnées par l'infirmier ou l'infirmière dans une équipe structurée.

§ 2. Le Roi détermine, après avis du Conseil National de l'art infirmier et la Commission technique de l'art infirmier, les activités mentionnées à l'article 21*quinquies*, § 1^{er}, a) et b), que l'aide soignant peut réaliser, et fixe les modalités d'exécution de ces activités afférentes à la fonction d'aide soignant, conformément au § 1^{er}. »

Il s'ensuit que les aides-soignants ne pourront se voir confier par le Roi qu'une partie des actes relevant de l'art infirmier, à l'exclusion de ceux visés à l'article 21*quinquies*, § 1^{er}, c), de l'arrêté royal n° 78.

En conséquence, le troisième moyen, en ce qu'il postule que les articles 42 à 44 de la loi du 10 août 2001 traiteraient de manière identique les aides-soignant(e)s et les infirmier(e)s, ne peut être admis.

Sur le cinquième moyen

B.17. S'agissant de l'article 55 de la loi du 10 août 2001, visé par ce moyen, les requérants énoncent que « dans la logique d'une large ouverture de l'art infirmier à une série de nouvelles catégories, les nouvelles dispositions pénales et disciplinaires ne prévoient plus de sanctions pour une série de catégories professionnelles qui exerceraient l'art infirmier sans être infirmier »; ils soutiennent que « les infirmiers se trouvent dans une situation objectivement différente de celle des autres catégories de personnes au(x)quel(les) est ouvert désormais l'art infirmier; qu'ainsi qu'il a déjà été rappelé plus haut, les infirmiers ont en effet reçu une formation indissociable de la définition de l'art infirmier ».

B.18.1. Un moyen exposé dans la requête ne satisfait aux exigences de la loi spéciale du 6 janvier 1989 que lorsqu'il indique non seulement quelles dispositions seraient violées par la norme attaquée mais aussi en quoi celles-ci auraient été transgressées.

Les parties requérantes ne démontrent pas en quoi l'article 55 de la loi du 10 août 2001 violerait les articles 10 et 11 de la Constitution. La référence faite « pour le surplus », dans leur mémoire, à l'argumentation développée à l'appui de leur troisième moyen ne supplée pas davantage à cette carence.

B.18.2. Le cinquième moyen est en conséquence irrecevable.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 34, alinéa 1^{er}, 1^o, b), de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié par l'article 24, 1^o, de la loi du 10 août 2001 portant des mesures en matière de soins de santé;

- maintient les effets de la disposition annulée jusqu'au 31 décembre 2003;
- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 11 juin 2003.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2003 — 2525

[2003/200669]

Uittreksel uit arrest nr. 78/2003 van 11 juni 2003

Rolnummer 2380

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen 24, 25, 34, 42, 43, 44 en 55 van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg (betreffende de uitoefening van de verpleegkunde), ingesteld door M. Dumont en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 28 februari 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 maart 2002, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 24, 25, 34, 42, 43, 44 en 55 van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg (betreffende de uitoefening van de verpleegkunde) (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 september 2001) door M. Dumont, wonende te 5503 Sorrines, Grand Route de Ciney 70, C. Walrandt, wonende te 7141 Carnières, rue des Tourterelles 21, de « Fédération nationale neutre des infirmières de Belgique », met zetel te 1060 Brussel, Bronstraat 18, de « Fédération nationale neutre des infirmières de Belgique - Régionale de Tournai, Mons et du Centre », met zetel te 7000 Bergen, boulevard Kennedy 2A, en de « Union francophone des infirmiers indépendants », met zetel te 5503 Sorrines, Grand Route de Ciney 70.

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de artikelen 24 en 25, 34, 42 tot 44 en 55 van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.2.1. De Ministerraad betwist het belang van de verzoekende partijen om in rechte te treden tegen artikel 34, aangezien de enen geen verpleegassistenten zouden zijn, en de anderen de belangen van de verpleegassistenten niet zouden verdedigen.

B.2.2. Artikel 21^{quater}, § 1, van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen geeft een opsomming van de titels en brevetten die toegang geven tot de uitoefening van de verpleegkunde. Vóór de wijziging ervan bij het in het geding zijnde artikel 34 vermeldde dat artikel, bij de personen die gemachtigd zijn de verpleegkunde uit te oefenen, diegenen die houder zijn van het brevet of de titel van verpleegassistent of verpleegassistente; voortaan is de uitoefening van de verpleegkunde voorbehouden aan de houders van de beroepstitel van verpleegkundige of van de beroepstitel van gegradueerde verpleegkundige.

Het Hof stelt, enerzijds, vast dat de eerste drie verzoekende partijen, naar gelang van het geval, handelen in de hoedanigheid van verpleegkundige of ziekenhuisassistente en dat, anderzijds, de statuten van de andere verzoekende partijen bepalen dat hun gemeenschappelijk maatschappelijk doel onder meer bestaat in het bevorderen of verdedigen van de verpleegkunde, met inachtneming van het specifieke karakter van elk statuut. Doordat artikel 34 de titels en brevetten die toegang geven tot de uitoefening van de verpleegkunde wijzigt, kan het, naar gelang van het geval, de belangen of het maatschappelijk doel van de verzoekende partijen rechtstreeks en ongunstig raken.

De exceptie wordt verworpen.

Ten gronde

B.3. Volgens de verzoekende partijen zouden de aangevochten bepalingen discriminerend zijn, doordat daaruit, naar gelang van het geval, verschillen in behandeling (eerste, tweede en vierde middel) of een identieke behandeling (derde en vijfde middel) zouden voortvloeien die niet verantwoord zijn in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.4. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is. Dezelfde regels verzetten er zich overigens tegen dat categorieën van personen, die zich ten aanzien van de aangevochten maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

*Wat de discriminerend geachte verschillen in behandeling betreft**Ten aanzien van het eerste middel*

B.5. In dat middel wordt kritiek geuit op het feit dat de artikelen 24 en 25 van de wet van 10 augustus 2001 bepalen dat de Koning een forfaitaire tegemoetkoming van de verzekering kan vaststellen voor door Hem te bepalen verstrekkingen, alsook voor de specifieke kosten voor de geïntegreerde diensten voor thuisverpleging, en zulks enkel voorbehouden aan de organisaties van de verpleegkundige praktijk die uitsluitend een beroep doen op loontrekkend of statutair personeel, terwijl de andere structuren dat voordeel niet kunnen genieten.

B.6. De artikelen 24 en 25 bepalen :

« Art. 24. In artikel 34 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994, 20 december 1995, 12 februari 1998, 25 januari 1999, 24 december 1999, 12 augustus 2000 en 2 januari 2001, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid 1°, b), wordt vervangen als volgt :

' b) door verpleegkundigen, door samenwerkingsverbanden, door groepspraktijken en door diensten thuisverpleging verstrekte hulp.

Onverminderd de toepassing van de in artikel 35 *duodecies* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies bedoelde regels, worden, wat de diensten thuisverpleging betreft, de organisaties van verpleegkundige praktijk verstaan die uitsluitend beroep doen op loontrekkend of statutair personeel. ;

2° het eerste lid, 13°, wordt vervangen als volgt :

' 13° de verstrekkingen die worden verleend door geïntegreerde diensten voor thuisverzorging; de voornoemde geïntegreerde diensten voor thuisverzorging dienen te beantwoorden aan de door de Koning vast te stellen voorwaarden, in uitvoering van artikel 5, § 1, eerste lid, van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging.'

Art. 25. Artikel 37, § 13, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999, wordt vervangen als volgt :

' § 13. De Koning kan op voorstel of na advies van de overeenkomstencommissie en na advies van het Verzekeringscomité en de Commissie voor begrotingscontrole een forfaitaire tegemoetkoming van de verzekering vaststellen voor de verstrekkingen, die Hij aanduidt bedoeld in artikel 34, eerste lid, 1°, b), alsook voor de specifieke kosten van de in dat artikel vermelde diensten thuisverpleging, alsmede de voorwaarden voor het toekennen van die tegemoetkomingen.

De Koning kan evenwel bepalen dat de verstrekkingen waarop het forfait van toepassing is enkel voor een door Hem nader te bepalen gedeelte door het forfait worden vergoed. ' »

B.7.1. Volgens de parlementaire voorbereiding strekt de bestreden maatregel tot het organiseren van een vorm van thuiszorg die het mogelijk zou maken zowel de continuïteit van die zorg als de differentiatie van taken die die zorg inhoudt, te verzekeren. Parallel daarmee heeft de wetgever rekening willen houden met de verhoogde kosten van een dergelijke organisatie, en inzonderheid met de noodzaak te beschikken over leidinggevend personeel. Die begeleiding heeft betrekking op de zorgcoördinatie, de kwaliteitszorg en de referentieverpleegkunde (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50 1322/006, pp. 11 en 12).

B.7.2. De wetgever kan redelijkerwijze oordelen dat inzake thuisverpleging de door hem nagestreefde doelstellingen moeilijk kunnen worden bereikt door zorgverleners die afzonderlijk werken. Hij kan dus van mening zijn dat de organisaties dienen te worden bevorderd die met name, samen met de zorgverstrekking in een ziekenhuisomgeving, de continuïteit van de zorgverstrekking kunnen waarborgen dankzij een georganiseerde samenwerking en een adequate begeleiding. Door de Koning ertoe te machtigen de voorwaarden vast te stellen waaraan die organisaties moeten voldoen, maakt hij het eveneens mogelijk bijkomende criteria aan te nemen die de kwaliteit van de zorgverstrekking waarborgen.

B.7.3. Artikel 34, eerste lid, 1°, b), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gewijzigd bij het bestreden artikel 24, vermeldt in de definitie van geneeskundige verstrekkingen naast de « door verpleegkundigen verstrekte hulp » ook de « door samenwerkingsverbanden, door groepspraktijken en door diensten thuisverpleging verstrekte hulp ». De wetgever heeft echter deze laatste categorie nader bepaald als « organisaties van verpleegkundige praktijk die uitsluitend beroep doen op loontrekkend of statutair personeel » en heeft het daardoor enkel voor die organisaties mogelijk gemaakt dat zij voor verstrekkingen en voor specifieke kosten forfaitaire tegemoetkomingen konden verkrijgen.

Door die forfaitaire tegemoetkomingen van de verzekering voor te behouden aan die organisaties is de wetgever verder gegaan dan de door hem nagestreefde doelstelling. Het criterium van het juridisch statuut van het personeel sluit, zonder toereikende verantwoording, andere vormen van organisatie van diezelfde zorgverstrekking uit, zelfs wanneer zij alle in B.7.2 vermelde kenmerken zouden vertonen en aan alle door de Koning gestelde voorwaarden zouden voldoen.

B.7.4. Daaruit volgt dat de wetgever, doordat hij de organisaties die de thuisverpleging beoefenen, verschillend behandelt naargelang zij uitsluitend een beroep doen op statutair of loontrekkend personeel, een criterium heeft aangewend dat niet relevant is ten aanzien van de door hem nagestreefde doelstelling.

B.7.5. Het middel is gegrond.

B.7.6. Gelet op de omvang van de administratieve en financiële moeilijkheden die uit de terugwerkende kracht van de vernietiging zouden kunnen voortvloeien, dient het gevolg van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd tot 31 december 2003 met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet op het Arbitragehof.

Ten aanzien van het tweede middel

B.8. Dat middel is gericht tegen artikel 34 van de wet van 10 augustus 2001, doordat het artikel 21 *quater* van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 wijzigt. De eerste paragraaf van die bepaling zou discriminerend zijn doordat hij de verpleegassistenten en ziekenhuisassistenten voortaan verhindert de verpleegkunde uit te oefenen, in tegenstelling met de andere categorieën van personen die in de verpleegkunde opgeleid zijn.

B.9.1. Artikel 21 *quater* van het koninklijk besluit nr. 78 is gewijzigd bij artikel 76 van de programmawet van 2 augustus 2002, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 augustus 2002.

Het Hof stelt vast dat de aldus gewijzigde paragrafen 1 en 3 van artikel 21 *quater* de uitoefening van de verpleegkunde voortaan toestaan aan de personen die op 1 september 2001 houder waren van het brevet of de titel « van verpleegassistent of verpleegassistente, van ziekenhuisassistent of ziekenhuisassistente ».

Die wetwijziging is in werking getreden op 1 september 2001, krachtens artikel 207 van dezelfde programmawet.

B.9.2. Aangezien het verschil in behandeling dat door de verzoekende partijen in hun tweede middel discriminerend werd geacht, is verdwenen, enerzijds, en aangezien, anderzijds, die afschaffing ingaat op de datum van inwerkingtreding van de bepaling die aanleiding zou hebben gegeven tot dat verschil in behandeling, heeft het tweede middel geen voorwerp meer.

Ten aanzien van het vierde middel

B.10. In dat middel, dat gericht is tegen de artikelen 42 tot 44 van de wet, wordt kritiek geuit op het feit dat die bepalingen de Koning machtigen om nader de toetredingsvoorwaarden tot het beroep van zorgkundige te bepalen, alsmede de handelingen die de zorgkundigen kunnen stellen, terwijl die elementen, wat het beroep van verpleegkundige betreft, door de wetgever zelf worden geregeld. Een dergelijke machtiging zou aan de betrokkenen het genot van de artikelen 16 en 22 van de Grondwet ontzeggen, die, volgens de verzoekende partijen, het optreden van de wetgever zelf ter zake zouden voorschrijven.

B.11. De verzoekende partijen tonen niet aan - en het Hof ziet evenmin in - op welke manier de bekritiseerde machtiging inbreuk zou kunnen maken op het eigendomsrecht en het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven. Daaruit volgt dat het Hof dat middel slechts onderzoekt in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.12. Het feit dat de wetgever zelf de regels bepaalt die op een categorie van personen van toepassing zijn en de Koning machtigt om zulks te doen voor een andere, met de eerste vergelijkbare categorie van personen, houdt op zich niet in dat die machtiging discriminerend zou zijn.

B.13.1. Volgens de parlementaire voorbereiding is de in het geding zijnde machtiging als volgt verantwoord :

« De minister antwoordt dat in tegenstelling tot de andere gezondheidswerkers die onder koninklijk besluit nr. 78 ressorteren, de regering heeft beslist dat voor de zorgkundigen niet in een bijkomende beroepstitel wordt voorzien, maar wel in een registratie voor degenen die de passende opleiding hebben gevolgd en aan de vastgestelde voorwaarden beantwoorden.

[...]

De minister stipt aan dat in België 27 verschillende opleidingen tot het beroep van zorgkundige leiden. Bovendien zijn de opleidingen zeer verschillend van gemeenschap tot gemeenschap. Het is thans onmogelijk aan te geven welke opleiding vereist is. De ontworpen tekst beperkt zich ertoe te stipuleren dat de zorgkundige een specifieke opleiding moet hebben gevolgd om de verpleegkundige bij te staan inzake verzorging, gezondheidsopvoeding en logistiek. De activiteiten van de zorgkundige worden gecoördineerd door de verpleegkundige en moeten passen in het kader van een gestructureerde equipe. » (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50 1322/007, pp. 21 en 22)

B.13.2. In het licht van die elementen - en, inzonderheid, van de grote verscheidenheid van de opleidingen die tot de functie van zorgkundige leiden -, lijkt het niet onredelijk dat de wetgever - in tegenstelling met de situatie van de verpleegkundigen in dat opzicht - aan de Koning de zorg heeft overgelaten om de voorwaarden voor de uitoefening van die functie te bepalen, zowel vanuit het oogpunt van de toelaatbare diploma's, getuigschriften en brevetten, als van de handelingen die in die hoedanigheid kunnen worden gesteld.

B.13.3. Men dient ervan uit te gaan dat indien de wetgever een machtiging verleent, hij de gemachtigde enkel de bevoegdheid wil verlenen om die machtiging aan te wenden op een wijze die bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Het staat aan de administratieve en aan de justitiële rechter toezicht uit te oefenen op de mate waarin de gemachtigde de hem toegekende machtiging te buiten zou zijn gegaan, onder meer door zonder redelijke verantwoording toe te staan dat zorgkundigen bepaalde verpleegkundige activiteiten zouden kunnen uitoefenen, inzonderheid rekening houdend met hun opleidingsniveau.

Bovendien zal de Koning de regels neergelegd in de artikelen 42 tot 44 van de wet moeten naleven. Artikel 42 legt de beginselvereiste op dat kandidaten voor de functie van zorgkundige worden geregistreerd; artikel 43 bepaalt, enerzijds, de rol van de zorgkundige en zijn relatie tot de verpleegkundige en omschrijft, anderzijds, de handelingen die aan de zorgkundigen kunnen worden toevertrouwd door de Koning en verplicht Hem voorafgaandelijk de twee organen die in paragraaf 2 zijn vermeld, te raadplegen; tot slot legt artikel 44 de verplichting op dat de getuigschriften, brevetten en diploma's van de kandidaten voor de functie van zorgkundige moeten worden geïnspecteerd en bepaalt de diverse modaliteiten ervan.

B.14. Het vierde middel is niet gegrond.

Wat de discriminerend geachte identieke behandelingen betreft

Ten aanzien van het derde middel

B.15. In dat middel wordt kritiek geuit op het feit dat de artikelen 42 tot 44 van de wet van 10 augustus 2001 tot gevolg zouden hebben dat de verpleegkundigen en de zorgkundigen op dezelfde manier zouden worden behandeld, terwijl de eerstgenoemden zich in een wezenlijk verschillende situatie ten opzichte van de in tweede instantie genoemden bevinden, inzonderheid op het vlak van de vereiste opleiding.

B.16. Naast het door de verzoekers zelf in hun vierde middel aangevoerde verschil in behandeling, stelt het Hof vast :

- dat artikel 42 enkel de registratie van de zorgkundigen oplegt;
- dat artikel 21*sexiesdecies*, ingevoegd door artikel 43, bepaalt :

« § 1. Onder zorgkundige wordt verstaan de persoon die specifiek is opgeleid om de verpleegkundige onder zijn/haar toezicht bij te staan inzake zorgverstrekking, gezondheidsopvoeding en logistiek in het kader van de door de verpleegkundige gecoördineerde activiteiten binnen een gestructureerde equipe.

§ 2. De Koning bepaalt, na advies van de Nationale Raad voor Verpleegkunde en de Technische commissie voor Verpleegkunde, de activiteiten, vermeld in artikel 21*quinquies* § 1, *a*) en *b*) die de zorgkundige kan uitvoeren, en stelt de voorwaarden vast waaronder de zorgkundige deze handelingen kan stellen die verband houden met zijn functie, zoals vastgesteld in § 1. »

Daaruit volgt dat de Koning aan de zorgkundigen slechts een gedeelte van de handelingen die onder de verpleegkunde vallen, zal toewijzen, met uitsluiting van de handelingen bedoeld in artikel 21*quinquies*, § 1, *c*), van het koninklijk besluit nr. 78.

Derhalve kan het derde middel, in zoverre daarin wordt beweerd dat de artikelen 42 tot 44 van de wet van 10 augustus 2001 de zorgkundigen en de verpleegkundigen op dezelfde manier zouden behandelen, niet worden aangenomen.

Ten aanzien van het vijfde middel

B.17. Met betrekking tot het in het middel bedoelde artikel 55 van de wet van 10 augustus 2001 stellen de verzoekers dat « in de logica van een ruime opening van de verpleegkunde naar een reeks van nieuwe categorieën, de nieuwe strafrechtelijke en tuchtrechtelijke bepalingen niet meer voorzien in sancties voor een reeks van beroepscategorieën die de verpleegkunde zouden uitoefenen zonder verpleger te zijn »; zij beweren dat « de verpleegkundigen zich in een situatie bevinden die objectief verschillend is van die van andere categorieën van personen voor wie voortaan de verpleegkunde wordt opengesteld; dat, zoals hiervoor reeds in herinnering is gebracht, de verpleegkundigen immers een opleiding hebben genoten die onlosmakelijk verbonden is met de definitie van de verpleegkunde ».

B.18.1. Een in het verzoekschrift uiteengezet middel voldoet maar aan de vereisten van de bijzondere wet van 6 januari 1989 wanneer het niet alleen aangeeft welke bepalingen door de aangevochten norm zouden zijn geschonden, maar ook op welke manier zij zouden worden geschonden.

De verzoekende partijen tonen niet aan op welke manier artikel 55 van de wet van 10 augustus 2001 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou schenden. De in hun memorie vermelde verwijzing « voor het overige » naar de argumentatie die tot staving van hun derde middel is uiteengezet, vormt evenmin een compensatie voor die tekortkoming.

B.18.2. Het vijfde middel is bijgevolg onontvankelijk.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 34, eerste lid, 1^o, b), van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, gewijzigd bij artikel 24, 1^o, van de wet van 10 augustus 2001 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepaling tot 31 december 2003;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 11 juni 2003.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux,

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2003 — 2525

[2003/200669]

Auszug aus dem Urteil Nr. 78/2003 vom 11. Juni 2003

Geschäftsverzeichnisnummer 2380

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 24, 25, 34, 42, 43, 44 und 55 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege (bezüglich der Ausübung der Krankenpflege), erhoben von M. Dumont und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern L. François, P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 28. Februar 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. März 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 24, 25, 34, 42, 43, 44 und 55 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege (bezüglich der Ausübung der Krankenpflege) (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. September 2001): M. Dumont, wohnhaft in 5503 Sorrines, Grand Route de Ciney 70, C. Walrandt, wohnhaft in 7141 Carnières, rue des Tourterelles 21, die «Fédération nationale neutre des infirmières de Belgique», mit Sitz in 1060 Brüssel, rue de la Source 18, die «Fédération nationale neutre des infirmières de Belgique - Régionale de Tournai, Mons et du Centre», mit Sitz in 7000 Mons, boulevard Kennedy 2A, und die «Union francophone des infirmiers indépendants», mit Sitz in 5503 Sorrines, Grand Route de Ciney 70.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

B.1. Die klagenden Parteien fordern die Nichtigerklärung der Artikel 24 und 25, 34, 42 bis 44 und 55 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege.

In bezug auf die Zulässigkeit

B.2.1. Der Ministerrat ficht das Interesse der klagenden Parteien an einer Klage gegen Artikel 34 an, weil die einen keine Krankenhaushilfspfleger seien und die anderen nicht die Interessen der Krankenhaushilfspfleger verteidigten.

B.2.2. In Artikel 21^{quater} § 1 des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe werden die Brevets und Befähigungsnachweise aufgezählt, die Zugang zur Ausübung der Krankenpflege gewähren. Vor der Abänderung durch den angefochtenen Artikel 34 waren in diesem Artikel unter den Personen, die zur Ausübung der Krankenpflege zugelassen waren, diejenigen angeführt, die im Besitz des Brevets oder des Befähigungsnachweises als Krankenhaushilfspfleger oder Krankenhaushilfspfegerin waren; fortan ist die Ausübung der Krankenpflege den Inhabern der Berufsbezeichnung als Fachkraft für Krankenpflege oder als graduierte Fachkraft für Krankenpflege vorbehalten.

Der Hof stellt einerseits fest, daß die drei ersten klagenden Parteien je nach Fall als Krankenpfleger oder als Krankenpflegeassistentin auftreten und daß andererseits die Satzungen der anderen klagenden Parteien insbesondere als gemeinsamen Vereinigungszweck die Förderung oder Verteidigung der Krankenpflege unter Beachtung der spezifischen Beschaffenheit des jeweiligen Statuts beinhalten. Insofern Artikel 34 die Befähigungsnachweise und Brevets ändert, die Zugang zur Ausübung der Krankenpflege gewähren, kann er sich unmittelbar und nachteilig auf die Interessen beziehungsweise auf den Vereinigungszweck der klagenden Parteien auswirken.

Die Einrede wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

B.3. Nach Darlegung der klagenden Parteien seien die angefochtenen Bestimmungen diskriminierend, insofern sich daraus Behandlungsunterschiede (erster, zweiter und vierter Klagegrund) oder eine identische Behandlung (dritter und fünfter Klagegrund) ergäben, die angesichts des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung nicht gerechtfertigt seien.

B.4. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen bestimmten Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist. Dieselben Vorschriften untersagen übrigens, daß Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne daß hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

In bezug auf die als diskriminierend angesehenen Behandlungsunterschiede

In bezug auf den ersten Klagegrund

B.5. In diesem Klagegrund wird bemängelt, die Artikel 24 und 25 des Gesetzes vom 10. August 2001 besagten, daß der König eine pauschale Beteiligung der Versicherung für die von Ihm bestimmten Leistungen sowie für die spezifischen Kosten der Dienste für Hauspflege festlegen könne, und dies nur für die Organisationen der krankpflegerischen Berufsausübung, die ausschließlich auf besoldetes oder statutarisches Personal zurückgriffen, während die anderen Strukturen nicht in den Genuß dieses Vorteils gelangen könnten.

B.6. Die Artikel 24 und 25 bestimmen:

«Art. 24. Artikel 34 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, abgeändert durch die Gesetze vom 21. Dezember 1994, 20. Dezember 1995, 12. Februar 1998, 25. Januar 1999, 12. August 2000 und 2. Januar 2001, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *b*) wird durch vorliegende Bestimmung ersetzt:

’ *b*) Pflege, die von Fachkräften für Krankenpflege, Pflegeverbänden, Gemeinschaftspraxen und Diensten für Hauspflege erbracht wird.

Unbeschadet der Anwendung der in Artikel 35 *duodecies* des Königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 über die Ausübung der Heilkunst, der Krankenpflege, der Heilhilfsberufe und über die medizinischen Kommissionen vorgesehenen Regeln sind unter Diensten für Hauspflege Organisationen der krankpflegerischen Berufsausübung zu verstehen, die ausschließlich auf besoldetes oder statutarisches Personal zurückgreifen. ’;

2. Absatz 1 Nr. 13 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

’ 13. Leistungen, die von integrierten Diensten für Hauspflege erbracht werden; die vorerwähnten integrierten Dienste für Hauspflege müssen den Bedingungen entsprechen, die in Ausführung von Artikel 5 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 27. Juni 1978 zur Abänderung der Rechtsvorschriften über die Krankenhäuser und betreffend bestimmte andere Formen der Pflegeerbringung vom König festzulegen sind. ’

Art. 25. Artikel 37 § 13 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 25. Januar 1999, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

’ § 13. Der König kann auf Vorschlag oder nach Stellungnahme der Abkommenskommission und nach Stellungnahme des Versicherungsausschusses und der Haushaltskontrollkommission eine Pauschalbeteiligung der Versicherung für Leistungen, die Er bestimmt und die in Artikel 34 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *b*) erwähnt sind, und für spezifische Kosten der in diesem Artikel erwähnten Dienste für Hauspflege festlegen und die Bedingungen für die Gewährung dieser Beteiligungen bestimmen.

Der König kann jedoch bestimmen, daß Leistungen, auf die die Pauschale anwendbar ist, nur für einen von Ihm zu bestimmenden Teil durch die Pauschale erstattet werden. ’»

B.7.1. Gemäß den Vorarbeiten ist die angefochtene Maßnahme darauf ausgerichtet, für die Hauspflege eine Organisationsform zu schaffen, durch die sowohl die Kontinuität dieser Pflegeleistung als auch die Differenzierung der darin enthaltenen Aufgaben gewährleistet werden kann. Der Gesetzgeber wollte parallel hierzu den höheren Kosten einer solchen Organisation und insbesondere der Notwendigkeit, über Führungspersonal zu verfügen, Rechnung tragen. Diese Rahmenregelung betrifft die Koordination der Pflege, deren Qualität sowie die Krankenpflege als Referenz (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50 1322/006, SS. 11 und 12).

B.7.2. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise davon ausgehen, daß seine Zielsetzungen hinsichtlich der Dienste für Hauspflege nur schwer durch einzeln arbeitende Pflegeerbringer verwirklicht werden könnten. Er konnte daher den Standpunkt vertreten, daß die Organisationen zu begünstigen seien, die insbesondere die Kontinuität der Pflegeleistungen in Verbindung mit den in Krankenhäusern erbrachten Pflegeleistungen garantieren können, und zwar dank einer organisierten Zusammenarbeit und einer geeigneten Rahmenstruktur. Außerdem ermöglicht er, indem er den König ermächtigt, die Bedingungen festzulegen, die diese Organisationen erfüllen müssen, die Annahme von zusätzlichen Kriterien, mit denen die Pflegequalität gewährleistet wird.

B.7.3. Artikel 34 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *b*) des Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, der durch den angefochtenen Artikel 24 abgeändert wurde, enthält in der Definition der medizinischen Leistungen neben der «Pflege, die von Fachkräften für Krankenpflege erbracht wird» auch «die Pflege, die von Pflegeverbänden, Gemeinschaftspraxen und Diensten für Hauspflege erbracht wird». Der Gesetzgeber hat diese Kategorie jedoch nur als «Organisationen der krankpflegerischen Berufsausübung, die ausschließlich auf besoldetes oder statutarisches Personal zurückgreifen» definiert und es folglich nur diesen Organisationen erlaubt, pauschale Beteiligungen für spezifische Kosten und Leistungen zu erhalten.

Indem der Gesetzgeber diesen Organisationen die betreffenden pauschalen Beteiligungen der Versicherung vorbehalten hat, ist er über seine Zielsetzung hinausgegangen. Das Kriterium des Rechtsstatus des Personals schließt ohne ausreichende Rechtfertigung andere Organisationsformen derselben Pflege aus, selbst wenn sie alle in B.7.2 erwähnten Merkmale aufweisen und alle vom König gestellten Bedingungen erfüllen würden.

B.7.4. Folglich hat der Gesetzgeber, indem er die Organisationen für die Ausübung der Krankenpflege als Hauspflege unterschiedlich behandelt, je nachdem, ob sie ausschließlich besoldetes oder statutarisches Personal oder Pflegeerbringer mit Selbständigenstatut einsetzen, ein Kriterium angewandt, das im Verhältnis zu seiner Zielsetzung nicht sachdienlich ist.

B.7.5. Der Klagegrund ist begründet.

B.7.6. In Erwägung des Ausmaßes der Verwaltungs- und Finanzschwierigkeiten, die sich aus der rückwirkenden Kraft der Nichtigerklärung ergeben könnten, ist es angebracht, in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes über den Schiedshof die Auswirkungen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum 31. Dezember 2003 aufrechtzuerhalten.

In bezug auf den zweiten Klagegrund

B.8. Dieser Klagegrund ist gegen Artikel 34 des Gesetzes vom 10. August 2001 gerichtet, insofern er Artikel 21^{quater} des königlichen Erlasses Nr. 78 vom 10. November 1967 abändert. Paragraph 1 dieser Bestimmung sei diskriminierend, da er fortan die Krankenhaushilfspfleger(innen) und Krankenpflegeassistent(inn)en daran hindere, die Krankenpflege auszuüben, dies im Unterschied zu den anderen Kategorien von Personen, die in der Krankenpflege ausgebildet seien.

B.9.1. Artikel 21^{quater} des königlichen Erlasses Nr. 78 wurde durch Artikel 76 des Programmgesetzes vom 2. August 2002, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. August 2002 veröffentlicht wurde, abgeändert.

Der Hof stellt fest, daß die auf diese Weise abgeänderten Paragraphen 1 und 3 von Artikel 21^{quater} künftig die Ausübung der Krankenpflege den Personen erlaubt, die am 1. September 2001 im Besitz des Brevets oder des Befähigungsnachweises «eines Krankenhaushilfspflegers beziehungsweise einer Krankenhaushilfspfegerin, [...] eines Krankenpflegeassistenten beziehungsweise einer Krankenpflegeassistentin» waren.

Diese Gesetzesänderung ist aufgrund von Artikel 207 desselben Programmgesetzes am 1. September 2001 in Kraft getreten.

B.9.2. Da einerseits der von den klagenden Parteien in ihrem zweiten Klagegrund als diskriminierend betrachtete Behandlungsunterschied nicht mehr besteht und andererseits diese Aufhebung am Datum des Inkrafttretens der Bestimmung wirksam wird, die diesen Behandlungsunterschied geschaffen hätte, ist der zweite Klagegrund gegenstandslos geworden.

In bezug auf den vierten Klagegrund

B.10. Dieser gegen die Artikel 42 bis 44 des Gesetzes gerichtete Klagegrund bemängelt, daß diese Bestimmungen den König ermächtigen, die Bedingungen für den Zugang zum Beruf als Pflegehelfer sowie die den Pflegehelfern erlaubten Handlungen festzulegen, obwohl diese Dinge in bezug auf den Beruf als Krankenpfleger durch den Gesetzgeber selbst geregelt würden. Eine solche Ermächtigung würde den Betroffenen den Vorteil der Artikel 16 und 22 der Verfassung entziehen, die nach Darlegung der Kläger das Eingreifen des Gesetzgebers selbst für diesen Bereich vorschrieben.

B.11. Die klagenden Parteien weisen nicht nach - und der Hof erkennt ebenfalls nicht - inwiefern die bemängelte Ermächtigung das Eigentumsrecht und das Recht auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben beeinträchtigen könnte. Daher prüft er diesen Klagegrund nur, insofern er aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung abgeleitet ist.

B.12. Der Umstand, daß der Gesetzgeber selbst die auf eine Kategorie von Personen anwendbaren Regeln festlegt und den König ermächtigt, dies für eine andere, mit der ersten Kategorie vergleichbare Kategorie von Personen zu tun, beinhaltet an sich nicht, daß diese Ermächtigung diskriminierend wäre.

B.13.1. Gemäß den Vorarbeiten wurde die betreffende Ermächtigung wie folgt gerechtfertigt:

«Der Minister antwortet, daß im Gegensatz zu den anderen, vom königlichen Erlaß Nr. 78 betroffenen Berufen des Gesundheitssektors die Regierung beschlossen hat, keine zusätzliche Berufsbezeichnung für Pflegehelfer vorzusehen, sondern eine Eintragung für jene Personen vorzusehen, die eine geeignete Ausbildung absolviert haben und die festgelegten Bedingungen erfüllen.

[...]

Der Minister verweist darauf, daß es in Belgien 27 unterschiedliche Ausbildungen gibt, die zum Beruf des Pflegehelfers führen. Außerdem sind die Ausbildungen in den einzelnen Gemeinschaften sehr unterschiedlich. Derzeit ist es folglich unmöglich zu bestimmen, welche Ausbildung erforderlich ist. Der Text des Entwurfs beschränkt sich auf die Bestimmung, daß ein Pflegehelfer spezifisch ausgebildet sein muß, um den Krankenpfleger im Bereich der Pflege, der Gesundheitserziehung und der Logistik zu unterstützen. Die Tätigkeiten des Pflegehelfers werden durch den Krankenpfleger koordiniert und müssen im Rahmen eines strukturierten Teams erfolgen.» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50 1322/007, SS. 21 und 22)

B.13.2. Unter Berücksichtigung dieser Elemente - und insbesondere der großen Verschiedenartigkeit der zur Funktion als Pflegehelfer führenden Ausbildungen - erweist es sich nicht als unvernünftig, daß der Gesetzgeber - im Gegensatz zu der diesbezüglichen Situation der Krankenpfleger - den König ermächtigt hat, die Bedingungen für die Ausübung dieser Funktion festzulegen, sowohl hinsichtlich der zulässigen Diplome, Zeugnisse und Brevets als auch der Handlungen, die in dieser Eigenschaft ausgeführt werden dürfen.

B.13.3. Wenn der Gesetzgeber eine Ermächtigung erteilt, muß davon ausgegangen werden, daß er es dem Ermächtigten nur erlaubt, seine Befugnis gemäß den Artikeln 10 und 11 der Verfassung auszuüben.

Es obliegt der Verwaltungs- und der ordentlichen Gerichtsbarkeit zu kontrollieren, inwiefern der Ermächtigte die ihm erteilte Ermächtigung überschritten haben könnte, insbesondere indem er es ohne ausreichende Rechtfertigung, insbesondere unter Berücksichtigung des Ausbildungsniveaus, Pflegehelfern erlaubt hätte, gewisse Tätigkeiten der Krankenpflege auszuüben.

Außerdem muß der König die in den Artikeln 42 bis 44 des Gesetzes enthaltenen Regeln beachten. Artikel 42 schreibt grundsätzlich vor, daß die Bewerber um die Funktion als Pflegehelfer eingetragen werden müssen; Artikel 43 beschreibt einerseits die Rolle als Pflegehelfer und sein Verhältnis zum Krankenpfleger und legt andererseits den Rahmen für die Handlungen fest, die den Pflegehelfern vom König anvertraut werden können, und verpflichtet ihn, als Vorbedingung die in Paragraph 2 genannten zwei Gremien zu Rate zu ziehen; schließlich erlegt Artikel 44 die Verpflichtung zu Sichtvermerken auf den Zeugnissen, Brevets und Diplomen der Bewerber um die Funktion als Pflegehelfer auf und legt verschiedene Modalitäten dafür fest.

B.14. Der vierte Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf die als diskriminierend angesehenen Gleichbehandlungen

In bezug auf den dritten Klagegrund

B.15. In diesem Klagegrund wird bemängelt, daß die Artikel 42 bis 44 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Folge hätten, die Krankenpfleger und die Pflegehelfer gleich zu behandeln, obwohl die Erstgenannten sich in einer wesentlich anderen Situation als die Zweitgenannten befänden, insbesondere hinsichtlich der erforderlichen Ausbildung.

B.16. Neben den von den Klägern selbst in ihrem vierten Klagegrund angeführten Behandlungsunterschied stellt der Hof fest,

- daß Artikel 42 nur die Eintragung der Pflegehelfer vorschreibt;
- daß Artikel 21*sexiesdecies*, der durch Artikel 43 eingefügt wurde, besagt:

«§ 1. Unter Pflegehelfer ist eine Person zu verstehen, die eigens dazu ausgebildet wurde, dem Krankenpfleger beziehungsweise der Krankenpflegerin unter dessen beziehungsweise deren Kontrolle im Rahmen der von ihm beziehungsweise von ihr koordinierten Tätigkeiten innerhalb eines strukturierten Teams im pflegerischen, erzieherischen und logistischen Bereich beizustehen.

§ 2. Der König bestimmt nach Stellungnahme des Nationalen Rates für Krankenpflege und der Fachkommission für Krankenpflege die in Artikel 21*quinquies* § 1 Buchstabe(n) a) und b) erwähnten Tätigkeiten, die der Pflegehelfer verrichten darf, und legt die Bedingungen fest, unter denen er diese Handlungen, die mit seiner wie in § 1 definierten Aufgabe verbunden sind, verrichten darf.»

Folglich kann den Pflegehelfern durch den König nur ein Teil der Handlungen anvertraut werden, die zur Krankenpflege gehören, unter Ausschluß derjenigen, die in Artikel 21*quinquies* § 1 Buchstabe c) des königlichen Erlasses Nr. 78 vorgesehen sind.

Folglich ist der dritte Klagegrund, insofern darin behauptet wird, die Artikel 42 bis 44 des Gesetzes vom 10. August 2001 würden die Pflegehelfer(innen) und die Krankenpfleger(innen) auf gleiche Weise behandeln, nicht zulässig.

In bezug auf den fünften Klagegrund

B.17. Was Artikel 55 des Gesetzes vom 10. August 2001 betrifft, auf den sich dieser Klagegrund bezieht, führen die Kläger an, «in der Logik einer breiten Öffnung der Krankenpflege für eine Reihe neuer Kategorien sehen die neuen Straf- und Disziplinarbestimmungen keine Sanktionen mehr für eine Reihe von Berufskategorien vor, die die Krankenpflege ausüben würden, ohne Krankenpfleger zu sein »; sie bemerken, « die Krankenpfleger befinden sich in einer objektiv anderen Lage als die anderen Kategorien von Personen, denen fortan die Krankenpflege ermöglicht wird; wie bereits vorstehend in Erinnerung gerufen wurde, haben die Krankenpfleger nämlich eine Ausbildung erhalten, die nicht von der Definition der Krankenpflege zu trennen ist».

B.18.1. Ein in der Klageschrift dargelegter Klagegrund erfüllt die Bedingungen des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 nur, wenn darin nicht nur angegeben ist, gegen welche Bestimmungen die angefochtene Norm verstoßen soll, sondern auch, inwiefern sie verletzt worden sein soll.

Die klagenden Parteien weisen nicht nach, inwiefern Artikel 55 des Gesetzes vom 10. August 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen würde. Der «im übrigen» in ihrem Schriftsatz angeführte Hinweis auf die Argumentation zur Untermauerung ihres dritten Klagegrundes hilft ebenfalls diesem Mangel nicht ab.

B.18.2. Der fünfte Klagegrund ist folglich unzulässig.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 34 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe b) des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, abgeändert durch Artikel 24 Nr. 1 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Festlegung von Maßnahmen in bezug auf die Gesundheitspflege, für nichtig;
- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung bis zum 31. Dezember 2003 aufrecht;
- weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 11. Juni 2003.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 2526

[C — 2003/09462]

22 AVRIL 2003. — Loi de mise en conformité du droit belge avec la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires, adoptée à New York le 4 décembre 1989 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1979 concernant les services dans une armée ou une troupe étrangère sur le territoire d'un Etat étranger, est remplacé par la disposition suivante :

« A l'exception de l'assistance technique militaire accordée à un Etat par un Etat étranger et sans préjudice des obligations internationales d'un Etat ou de sa participation à des opérations de police internationales décidées par des organisations de droit public dont il est membre, le recrutement et tous actes de nature à provoquer ou faciliter le recrutement de personnes au profit d'une armée ou d'une troupe étrangère se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 2526

[C — 2003/09462]

22 APRIL 2003. — Wet ertoe strekkende het Belgische recht in overeenstemming te brengen met het Internationaal Verdrag tegen aanwerving, het inzetten, de financiering en de opleiding van huurlingen, aangenomen te New York op 4 december 1989 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 1 van de wet van 1 augustus 1979 betreffende diensten bij een vreemde leger- of troepenmacht die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Buiten de militaire technische bijstand welke een Staat aan een vreemde Staat verleent, en onverminderd de internationale verplichtingen van een Staat of zijn deelneming aan internationale politieoperaties waartoe besloten wordt door publiekrechtelijke instellingen waarvan de Staat lid is, worden de aanwerving van personen ten behoeve van vreemde legers of troepen die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevinden, en alle handelingen die zodanige aanwerving kunnen uitlokken of vergemakkelijken, gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar.